



Lettre n° 287 du 14 mai 2023

Au sommaire :

- **Ce n'est pas à Matignon ni à l'Assemblée que nous ferons plier Macron et sa contre-offensive répressive et xénophobe mais avec nos armes de classe** - *Yvan Lemaitre*
- **49.3, « crise de la démocratie », régime présidentiel, répression... La tyrannie de la finance nasse la démocratie...** - *François Minvielle*

Ce n'est pas à Matignon ni à l'Assemblée que nous ferons plier Macron et sa contre-offensive répressive et xénophobe mais avec nos armes de classe

Macron, de retour de Londres où il a affiché son admiration pour Charles III, a commémoré le 8 mai 45, la fin de Seconde Guerre mondiale, dans le vide, sur des Champs Élysées déserts protégés par sa police des concerts de casseroles. Une grande solitude qu'il cherche à meubler à travers un tour de France chaotique forme de remake du grand débat pour rien suite au mouvement des gilets jaunes...

Et en même temps, la police fait son sale boulot... Les cents jours d'apaisement de Macron ce sont les interdictions de manif, des arrestations, des interpellations pour outrage au président de la République ou pour « *outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique*. » Cette outrance policière ridicule participe d'une offensive contre toutes celles et ceux qui ne veulent pas tourner la page, criminalisant la simple expression ironique de la colère, la caricature du pouvoir et flatte l'indignation stupide des bien-pensants. La censure et la répression visent à restaurer l'autorité d'un pouvoir rejeté et détesté, le sens même de l'apaisement vu par Macron, aussi, à plus long terme, intimider, faire taire pour façonner l'opinion au respect de l'ordre. C'est l'objectif de la loi « *anticasseurs bis* » en discussion, rassurer les tenants de l'ordre dans l'espoir d'affermir le pouvoir chancelant de Macron.

A partir du moment où le mouvement ne baisse pas les bras, ne se laisse pas intimider et manifeste sa colère et son impertinence, ces mesures se retournent contre lui et accentuent la crise politique tout comme le zèle de Darmanin à l'affût des opportunités de se valoriser ministre de l'intérieur et de l'ordre. Il se voit comme l'homme de la situation et fait feu de tout bois pour afficher sa fermeté face à une extrême droite qu'il juge bavarde et inefficace. A Mayotte, Darmanin fait la démonstration qu'il n'est pas de ceux qui connaissent le doute quand il s'agit de

renouer avec les pratiques odieuses des opérations policières coloniales. Pour réussir à faire passer le plus tôt possible sa loi immigration, il se propulse, affronte Macron qui voulait la faire passer à la découpe, puis Borne qui avait repoussé la discussion à l'Assemblée à l'automne pour au final, de revirements en revirements, la faire passer en juillet. Au passage, il provoque un incident diplomatique avec l'Italie avant de désavouer et son préfet de police de Paris et Borne qui se refusaient à interdire les manif des fascistes cagoulés, dont quelques amis de Le Pen, pour être lui-même désavoué par les tribunaux... Peu lui importent les décisions des juges, défenseur de l'ordre, il fait une politique d'extrême droite tout en combattant Le Pen au nom de ses ambitions personnelles. Les tensions et la crise politique se répercutent au sommet de l'État contribuant à affaiblir Macron.

A Matignon en attendant l'Assemblée nationale, l'intersyndicale brade notre lutte

C'est à ce moment-là que les 5 syndicats dits représentatifs font le choix d'accepter l'invitation à des rencontres bilatérales lancée par Borne pour les 16 et 17 mai tout en plaçant leurs derniers espoirs dans le vote à l'Assemblée d'un projet de loi d'abrogation de la réforme des retraites, le 8 juin. Son adoption dépend du RN et de députés LR et en réalité ne réglerait rien. Cela relancerait le processus parlementaire, la loi devrait passer par le Sénat... Rien à attendre de ce jeu parlementaire pas plus que des rencontres dans les salons de Matignon. Et cependant, la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet, a appelé « *solennellement l'ensemble des députés le 8 juin prochain à prendre leurs responsabilités et voter cette proposition de loi* ». Elle a rencontré de façon démonstrative, ainsi que

Laurent Berger, le président du groupe qui la présente. La journée du 6 juin appelée par l'intersyndicale n'a pas d'autre objectif que le soutien à ce projet de loi.

« *Il ne faut pas laisser à penser qu'on passerait à autre chose, écrit dans un communiqué l'intersyndicale. Pouvoir exprimer notre opposition à la réforme des retraites est donc un préalable à un retour à la table des négociations. Ceci dit, nous pensons que nous pouvons profiter du rapport de force que nous avons établi pendant le mouvement social pour intervenir sur d'autres sujets, comme les salaires ou la réforme du lycée professionnel.*

Nous souhaitons donc participer à ces discussions, avec l'objectif que nos exigences se transforment en un agenda social à notre main. Le moment est venu de montrer notre utilité en allant discuter pied à pied de tous les éléments de la politique sociale. Même si le gouvernement a fait un coup de force qui ne passe toujours pas, il demeure notre interlocuteur pour les années à venir. Notre rôle est d'aller porter auprès de lui les revendications des salariés, y compris de manière très combative ». De toute évidence une façon de tourner la page en bluffant sur le rapport de force que la politique de l'intersyndicale contribue à dégrader.

Le principal acquis du mouvement, malgré la promulgation de la loi qui constitue sinon un échec au moins un point marqué par Macron, est d'avoir commencé à changer le rapport de force en gagnant l'opinion, en isolant le pouvoir, en montrant la force du monde du travail, en renforçant son organisation. Cet acquis s'est construit contre l'État, le gouvernement et le patronat par la lutte et non par le dialogue social. Et l'intersyndicale se précipite pour le brader en acceptant d'aller à Matignon tout en semant des illusions sur un vote parlementaire qui ne changera rien même s'il est majoritaire. Tout au plus un camouflet à Macron mais qui ne sera pas un point d'appui pour relancer le mouvement si une perspective claire n'est pas tracée, si le mouvement reste prisonnier des illusions du dialogue social et de la pseudo démocratie parlementaire, si le mouvement ne se donne pas une direction politique indépendante des appareils intégrés au dialogue social ou à la gauche parlementaire pour construire l'affrontement de classe afin de faire céder le pouvoir.

Construire le rapport de force, combattre les illusions institutionnelles, prendre en main la lutte y compris sur le terrain politique

Alors que les manifestations, les mobilisations contre la répression, le rejet par une majorité de la population de cette loi scélérate et de Macron, qui gouverne contre le

peuple, persistent et continuent de s'exprimer, l'intersyndicale contribue à étouffer et démobiliser la lutte politique qui s'est engagée entre les travailleurs, le gouvernement et l'État.

Elle enferme les travailleurs dans une posture impuissante dépendante d'un vote parlementaire pour le moins incertain d'une opposition hétéroclite tout en acceptant de négocier avec Borne alors que la principale leçon de ces derniers mois est bien que, pour imposer le retrait de la réforme, nous devons mener une lutte politique contre le gouvernement et l'État.

Ce n'est pas à Matignon qu'il faut discuter des exigences du monde du travail, mais dans les usines, sur les lieux de travail, dans nos organisations, dans les collectifs et interpros nés de la mobilisation pour établir un programme d'action, un programme de lutte portant les exigences du mouvement sur les retraites, les salaires et l'inflation, contre le chômage et la précarité, sur l'immigration, la police et l'État, sur la fraude généralisée que sont la politique du patronat, la guerre et l'économie de guerre. Notre objectif n'est pas de discuter sagement dans le cadre doré des institutions de ce que le patronat veut bien nous concéder ou plutôt ne pas nous prendre, des mauvais coups qu'il prépare dont la loi travail déjà en discussion, mais de nos exigences, de nos droits sociaux et démocratiques, d'une politique de progrès et d'émancipation.

Nous nous battons pour nos retraites mais aussi contre le fait que la réduction des dépenses sociales réalisée par cette réforme servira à financer l'augmentation du budget de l'armée d'environ 90 milliards d'euros avant 2030. La lutte pour les retraites est partie intégrante d'une lutte d'ensemble contre la logique de rentabilité financière, de concurrence, de guerre qui régit leur système.

Nous ne pouvons pas déléguer la direction de notre lutte à l'intersyndicale qui la brade pour négocier les intérêts des appareils qui la constituent. Sa stratégie n'est pas une erreur, une incompréhension, elle obéit aux intérêts des appareils dans le cadre de l'ordre institutionnel qui garantit le pouvoir de la classe capitaliste. Cela implique pour nous de mener la discussion au sein de nos organisations syndicales, de nous atteler à construire nos propres comités d'action, nos collectifs, à nous coordonner dans des interpros démocratiques et indépendantes de la politique des directions syndicales. C'est la seule façon de préparer le 6 juin et les suites pour faire vivre les acquis de notre mouvement et non les brader.

Yvan Lemaitre

49.3, « crise de la démocratie », régime présidentiel, répression... La tyrannie de la finance nasse la démocratie...

« *Monarchie républicaine* », « *démocratie illibérale* », « *en marche vers la dictature* »... dans les manifestations comme dans la presse, les expressions fleurissent pour dénoncer l'évolution autoritaire du pouvoir.

Toutes les étapes institutionnelles pour imposer la loi sur les retraites se sont révélées comme autant de camouflets contre le mouvement et l'opinion majoritaire. Les « experts » ont eu beau marteler que tout était parfait

tement démocratique et constitutionnel – comédie des amendements, navettes parlementaires interrompues, articles 49.3 et cie, décisions du Conseil constitutionnel – c'est une leçon accélérée sur la démocratie bourgeoise qu'ont reçue les classes populaires, jusqu'à la dernière innovation du RIP, ruinée avant même sa mise sur le marché.

Et les agressions que subissent les manifestants, au nom de la République, de « *l'Etat de droit* », approfondissent la leçon, sur la brutalité d'un pouvoir affaibli disposant de l'arsenal sécuritaire de l'Etat dit « démocratique », sa police et ses tribunaux, avec sa part de ridicule contre les « *dispositifs sonores portatifs* », et sa violence : insultes, répressions, surveillances, gardes à vue préventives, fichages, attaques contre les libertés d'expression et de manifestation, condamnations, etc.

Parmi les défenseurs du système, on s'inquiète du rejet du pouvoir, de la « *crise de la démocratie* »... qu'ils ne veulent surtout pas qualifier pour ce qu'elle est : une crise de la domination de la classe capitaliste, de son système, et des Etats à leur service.

Dans la rue, ce sont les exigences démocratiques qui se sont fait entendre : « *la vraie démocratie, elle est ici* », « *c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons* », « *Macron dégage !* ». Ces slogans posent des problèmes bien concrets : quel pouvoir ? qui décide ? pour quels intérêts ? comment imposer les besoins collectifs face au pouvoir d'une classe minoritaire, parasitaire, répressive ?

Ce sont des débats indispensables pour que notre mouvement préserve ses acquis et ne soit pas étouffé par l'offensive du pouvoir, le double jeu de l'intersyndicale, les illusions parlementaires et électorales, afin d'être en mesure de poursuivre et d'approfondir la contre-offensive du monde du travail. Si le gouvernement veut croire qu'il a gagné ce premier round, rien n'est réglé. Il nous faut préparer la suite, renforcer notre organisation pour poursuivre nos luttes pour nos exigences sociales et démocratiques. Le mouvement révolutionnaire et la fraction militante du mouvement y ont un rôle déterminant à jouer.

« A bas la mauvaise République » (Mélenchon)... mauvaise ou bourgeoise ?

Dans son discours du 1^{er} mai, Mélenchon a dénoncé « *une mauvaise République* » pour répondre au sentiment très majoritaire de colère contre les institutions. Avec LFI, ils ont subi, en retour, une véhémente campagne, les présentant comme quasi insurrectionnels. Mais un sondage du *HuffPost* indique que 64 % des sondés sont favorables à une réforme institutionnelle pour renforcer le poids du parlement et supprimer le 49.3.

Ce sentiment est si largement partagé que Macron a été obligé de répondre indirectement, le 8 mai : « *la République française n'est par définition ni bonne ni mauvaise, elle est nécessaire, vitale, juste* »... accompagnée d'une affirmation d'autorité bien impuissante.

Dans le mouvement, Laurent Berger a exprimé lui-aussi ses craintes sur « *la défiance dans les institutions malheu-*

reusement extrêmement puissante ». Son inquiétude est d'autant plus forte qu'il a pu mesurer son impuissance, et celle de toute l'intersyndicale, à prévenir et contenir la crise sociale et démocratique, malgré « *notre sens des responsabilités et du dialogue* », comme l'avait affirmé, dans le même sens, Sophie Binet à peine élue à la tête de la CGT.

Pour LFI et Mélenchon, l'issue serait constitutionnelle. Il faudrait élire une constituante pour une 6^{ème} république, meilleure, donnant plus de pouvoir au parlement, pour en finir avec « *la mauvaise* », plus présidentielle. Censé être plus en phase avec « le peuple », ce nouveau régime redonnerait vie à un mythique « Etat social », illusion largement entretenue par la gauche politique et syndicale. Mais la « *révolution institutionnelle* » que propose LFI contre le régime présidentiel et le parlementarisme croupion, reste sur le même terrain d'un Etat national au service de l'exploitation bourgeoise, comme le dit Ruffin sur son blog où il se met en orbite comme présidentiable : « *un libre-échange que l'on tempère, que l'on modère ... selon les industries que l'on veut protéger ou faire renaître ici* ».

Pourtant, des années de conflits, de lutte de classe, de ruptures avec la gauche gouvernementale ont fait sauter bien des illusions sur les possibilités de « *tempérer* » le capitalisme. Elles ont aussi ouvert les yeux sur des institutions prétendument neutres, au service de « *la nation* » et de « *l'intérêt général* ». Il s'agit de bien plus qu'une crise institutionnelle autour du parlementarisme, la mise à nu de plus en plus évidente pour les classes populaires de la nature de classe de la démocratie bourgeoise, soumise aux exigences de la finance.

Macron a accéléré ces évolutions par son passage en force. Arrivé au pouvoir avec une très forte abstention, en gouvernant sans majorité, imposant sa loi sans vote, martelant que « *tout ne passe pas par la loi* »... il a renforcé le discrédit du parlementarisme, la « *représentation nationale* », utilisée pour obtenir le « *consentement* » des classes populaires. En méprisant les « *corps intermédiaires* » ou « *partenaires sociaux* », en sapant le « *dialogue social* » et par-là même leur rôle, il a poussé l'intersyndicale bien plus loin dans l'opposition qu'elle ne le souhaitait elle-même, comme l'indique son empressement à revenir discuter avec Borne.

L'extrême droite essaie de profiter de la crise politique en se présentant comme un recours, comme Le Pen, le 1^{er} mai, qui a prétendu incarner « *la paix sociale* », contre le « *désordre* » de Macron et « *l'insurrection* » de Mélenchon... un cadre du RN indiquant plus prosaïquement « *on joue le peuple contre Macron* » pour 2024 et 2027. Contraint à une position de retrait par le mouvement et sa politisation, mettant en veilleuse sa position hypocrite sur les retraites qui n'aurait pas beaucoup résisté à la critique du mouvement, le RN ressort maintenant du bois, pensant qu'il peut postuler à se présenter comme la solution, au retour de l'ordre.

Les exigences de la finance d'un côté, le mouvement de masse de l'autre, les ont tous poussés dans leurs retran-

chements, révélant aussi, et de plus en plus clairement, le rôle de ces « *corps intermédiaires* » qui participent au fonctionnement du système, « *intermédiaires* » pour faire accepter aux 99 % les intérêts d'une minorité parasitaire qui a la direction réelle de la société.

Pas de réponse dans le cadre des institutions

Le mouvement ne trouvera aucune réponse dans des institutions taillées sur mesure par la bourgeoisie. Elles sont le produit de l'histoire de l'Etat, « *un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit [entre les classes], le maintenir dans les limites de l'ordre et ce pouvoir, né de la société mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat* », avec « *ses détachements spéciaux d'hommes armés* », pour reprendre l'analyse de Lénine dans [L'Etat et la révolution](#). Un corps qu'il sera impossible de mettre au service des classes exploitées et opprimées.

Le mouvement en fait l'expérience à propos de la justice et de la police. De nombreuses dénonciations et rapports publics font la démonstration que l'Etat répressif ne respecte pas ses propres lois et remet en cause les « *libertés individuelles* » qu'il est censé protéger. L'évidence s'impose, la police, les tribunaux, les lois, la Constitution, ne sont pas neutres, mais bien soumis à des évolutions profondes qui donnent de plus en plus de pouvoir aux préfets et à la police, répondant aux exigences d'une bourgeoisie qui ne cède rien. Pour notre classe, le problème est posé d'avoir une politique pour se défendre dès maintenant par rapport à ces corps de répression, et préparer l'avenir, leur démantèlement, leur remplacement par notre propre organisation démocratique.

Sur le parlementarisme, Lénine, poursuivant le raisonnement de Marx sur la Commune de Paris, résumait ainsi la fonction de la démocratie bourgeoise : « *Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques* ». ([L'Etat et la révolution](#))

Au cours des révolutions bourgeoises des 18^{ème} et 19^{ème} siècle, et dans les décennies qui ont suivi, les classes exploitées ont mené de nombreuses luttes pour imposer aux nouvelles classes dominantes bourgeoises le droit à être représentées au sein des parlements, imposant d'abord le suffrage universel masculin contre le suffrage censitaire réservé aux riches, puis le vote des femmes. Contrainte de céder, la bourgeoisie dotait les Etats de moyens pour limiter le pouvoir des assemblées élues directement, comme les Sénats, chambres « *hautes* » du bicamérisme, protégées du suffrage « *universel* »... qui exclut toujours une fraction importante de la classe ouvrière, celles et ceux qui ne sont pas reconnus comme « *citoyen·ne·s* », principalement les immigré·e·s.

En renforçant sa domination avec des Etats de plus en plus puissants, omniprésents, dans les pays riches, la

bourgeoisie a eu aussi la force et les moyens, avec les surprofits tirés de l'exploitation coloniale, d'intégrer des pans entiers du mouvement ouvrier. A mesure que partis ouvriers et syndicats renonçaient à renverser la domination bourgeoise, ils s'intégraient au fonctionnement social, géant pour les uns des municipalités jusqu'au pouvoir gouvernemental, devenant des « *partenaires sociaux* » pour les autres, se bureaucratissant et négociant les rapports de forces sans remettre en cause le système. Et avec ce réformisme permanent, ils combattaient la révolution et l'internationalisme. L'intégration de ces appareils, tout au long du 20^{ème} siècle, a été totale, sur un plan économique, social, idéologique, jusqu'aux mœurs reproduisant en leur sein les rapports de domination et les aspirations des classes dominantes. Pour les travailleurs et militants des syndicats restés fidèles à la lutte des classes et la démocratie, le combat a été, et est toujours, permanent contre cette intégration.

Le mouvement est en train de provoquer des ruptures profondes avec ce passé. La lutte montre peu à peu que la stratégie perdante de l'intersyndicale est le produit de sa nature de « *partenaire social* ». Son refus aussi bien de formuler la nécessité de l'affrontement, et pas le retour au « *dialogue* », que d'assumer le « *Macron dégage* » porté dans la rue, révèle à quel point ses objectifs revendicatifs sont annihilés par le choix de préserver le cadre institutionnel, de respecter l'ordre républicain.

Tirer les conséquences de la nature de classe de l'Etat et du rôle de ses partenaires implique de se dégager pleinement de ce double-jeu de l'intersyndicale, pour donner une perspective à notre mouvement.

Exploitation, inflation, crise climatique, guerre et militarisme, l'affrontement de classe exige de nouvelles réponses

Ces institutions républicaines ne peuvent plus masquer qu'un affrontement de classe est engagé, et que dans cette bataille, les droits démocratiques imposés par les luttes passées deviennent des entraves pour l'offensive de la finance.

Dans une autre période, de crise économique globale, de montée vers la 2^{nde} guerre mondiale et de progression du fascisme, Trotsky écrivait : « *Selon les pays, les conséquences de la décrépitude et de la décadence du capitalisme s'expriment sous des formes diverses et se développent à des rythmes inégaux. Mais le fond du processus est partout le même. La bourgeoisie a conduit sa société à la faillite. Elle n'est capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut plus désormais supporter l'ordre démocratique. Elle est contrainte d'écraser les ouvriers par la violence physique* ». ([Où va la France ?](#)).

Il ajoutait que quand la puissance répressive des Etats ne lui suffisait plus, la bourgeoisie cherchait à se doter de forces supplémentaires, les milices fascistes. Et qu'avant d'en être arrivé à cette étape, l'Etat était devenu plus autoritaire, évoluant vers un bonapartisme : « *Le Parlement*

existe toujours, mais il n'a plus ses pouvoirs d'autrefois ... Son gouvernement se tient au-dessus du Parlement : il s'appuie non sur la majorité 'démocratiquement' élue, mais directement et immédiatement sur l'appareil bureaucratique, sur la police et sur l'armée... en s'appuyant sur la lutte de deux camps, il 'sauve' la 'nation' par une dictature bureaucratique-militaire. » (idem)

Les périodes ne sont pas identiques, mais ce sont les mécanismes similaires d'une lutte de classe de plus en plus tendue qui sont en route. Ce qui change, c'est l'ampleur mondialisée du phénomène. Nous sommes aujourd'hui, dans une période de durcissement de l'exploitation à l'échelle mondiale. Le capitalisme a atteint des limites historiques et géographiques à son développement, il étouffe sous le surplus de capital qui ne trouve nulle part où s'investir, sinon dans la spéculation. Les bourgeoisies maintiennent leurs profits au prix d'une surexploitation du travail, de la destruction accrue de la nature, du pillage des matières premières, du « repartage » des zones d'influence par la guerre et le militarisme.

C'est cette situation de guerre, d'économie de guerre, de guerre aux travailleurs et aux pauvres, aux migrants, qui est en train de se généraliser et qui se concrétise, ici, par une nouvelle phase d'attaques anti-sociales, contre les allocataires du RSA jusqu'aux habitants de Mayotte, et plus largement tou-te-s les travailleur-se-s. Et dans les entreprises comme dans les services publics, patronat et hiérarchie font la chasse aux contestataires et aux militants.

La puissance du mouvement, la pression des classes populaires, « *classes dangereuses* » pour les bourgeois, pousse l'Etat à la répression parce qu'il a peur, visant particulièrement les plus jeunes au sein de la mobilisation.

Il généralise depuis des années les dispositifs de contrôle et de répression, notamment contre la jeunesse issue de l'immigration et des quartiers populaires. Il devient plus violent contre les militants de la lutte, pour essayer de faire peur à l'ensemble des classes populaires, qui partagent très largement la même colère. Et sur le terrain politique, la concurrence sécuritaire entre la droite, l'extrême-droite et les macronistes, indique que la bourgeoisie est à la recherche de ceux qui pourront prendre la tête d'un bloc réactionnaire, pour maintenir l'ordre par des méthodes toujours plus brutales.

Pour un programme de transition démocratique et révolutionnaire

Défendre la démocratie, les droits démocratiques, remis en cause par la tyrannie de la finance, est bien une bataille vitale pour la suite. Elle se confond avec la lutte pour nos droits sociaux, les deux se rejoignent dans la perspective de la conquête du pouvoir.

Pour défendre nos droits, nous avons besoin de nous organiser autour d'un programme qui aide à mener la bataille des idées, pour mettre à nu les notions abstraites qui masquent le pouvoir de la bourgeoisie, et dont la gauche politique et syndicale se revendique aussi : nation, souveraineté, citoyen, peuple, liberté, intérêt général, sépara-

tion des pouvoirs... toutes ces briques de l'idéologie républicaine dont le marxisme a montré depuis longtemps qu'elles servaient à cacher les rapports d'exploitation, de classe, à contenir leur violence dans la cadre de l'ordre bourgeois.

Les aspirations démocratiques et sociales pour l'émancipation collective prennent corps, depuis des années : Nuit debout, assemblée des assemblées des gilets jaunes, et maintenant collectifs interpros, assemblées de grévistes, assemblées étudiantes, renouveau du mouvement féministe, associations écologistes radicales, certaines structures syndicales devenant plus démocratiques... Une constellation d'« auto-organisations » se construit qui témoigne qu'une fraction militante au sein des classes populaires prend en charge la diversité des questions qui les concernent : inflation, chômage, services publics, lien entre casse sociale et destruction de l'environnement, oppressions, rôle de la police, de la justice, des médias...

Il ne s'agit ni de surestimer ni d'idéaliser ce mouvement, mais d'y mener la bataille politique pour y défendre une politique et un programme qui prennent en compte la nature d'un mouvement qui s'inscrit dans la durée, pour unifier dans une même perspective le mouvement pour les retraites, les luttes pour les salaires, contre les fermetures d'usines et le chômage, les questions écologiques, pour la démocratie, dans une compréhension globale, celle de la lutte des classes. Une compréhension qui permette de faire le lien entre les revendications immédiates, la nécessité d'imposer notre contrôle sur l'économie et la marche de la société, et le fonctionnement global du capitalisme, la faillite en cours, la généralisation de l'état de guerre.

Sans une telle politique de classe, le mouvement ne peut qu'être renvoyé vers des impasses institutionnelles comme une prétendue « gauche de rupture », voire pire, l'extrême droite.

La colère contre le régime présidentiel, contre le parlementarisme et les deux chambres, permet d'avancer les perspectives d'un autre pouvoir : une assemblée démocratique et révolutionnaire qui réunit à la fois le pouvoir législatif et exécutif, un État commune, émanation des assemblées de travailleurs dans les entreprises et les villes... En 1934, dans le [*Programme d'action de la Ligue communiste*](#) (organisation trotskyste), contre le bicamérisme parlementaire et le régime présidentiel « *qui sert de point de concentration occulte à toutes les forces du militarisme et de la réaction* », contre la menace de l'extrême droite, Trotski défendait le mot d'ordre d'une « *Assemblée unique* » qui « *doit concentrer le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Les membres en seraient élus pour deux ans, au suffrage universel depuis l'âge de dix-huit ans, sans distinction de sexe ni de nationalité. Les députés seraient élus sur la base d'assemblées locales, constamment révocables par leurs mandants et recevraient pendant le temps de leur mandat le traitement d'un ouvrier qualifié.* ».

Aujourd'hui, pas plus d'ailleurs qu'en 1934, les niveaux de conscience et d'organisation, les rapports de force ne sont assez mûrs pour réaliser pratiquement ce programme, mais la profondeur, la radicalité du mouvement, sa durée comme ses développements à venir, en portent les potentialités. Il constitue la seule réponse progressiste au pourrissement policier de la démocratie bourgeoise. Il construit le lien entre nos luttes pour nos revendications immédiates et la question politique, la perspective d'un pouvoir du monde du travail, un « *plan des mesures transitoires du capitalisme au socialisme* » selon la formule de Trotsky. ([Programme de transition](#), 1938).

Cette transition, ce lien, c'est l'organisation démocratique pour imposer les revendications et le contrôle : « *les moyens de lutter pour leur réalisation : l'organisation des couches intéressées dans des comités (comités d'usines, comités de paysans, comités de soldats, etc...) dans lesquels serait suscitée et développée l'initiative des travailleurs en lutte* » (Programme d'action). Autant d'organisations contestant par leur existence et leur action le pouvoir en place, instaureraient en se fédérant un deuxième pouvoir, opposé à l'Etat de la bourgeoisie, créant les conditions de son renversement révolutionnaire.

François Minvielle